Solidaires Finances Publiques 12
SYNDICAT NATIONAL
Section de l'Aveyron

La force de tous les agents de la DGFiP

Déclaration Liminaire au CSAL du mercredi 07/02/2024

Monsieur Le Président,

Alors que le gouvernement n'a de cesse de nous répéter que l'inflation est derrière nous et que les prix sont en baisse, la réalité est tout autre en ce début d'année 2024 (augmentation de l'électricité de près de 10 % au 1 février 2024, augmentations des loyers, des mutuelles, des assurances…). Et l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires).
Dans ce contexte inflationniste, l'érosion de notre régime indemnitaire n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficultés de nombreux agents… et jouant sur l'attractivité de la DGFIP.

Concernant la Fonction Publique, force est de constater, qu'elle attire beaucoup moins ces dernières années. Avec des conditions de travail toujours plus dégradées, des missions sacrifiées et des salaires non revalorisés depuis plus de 10 ans, cela n'a vraiment rien d'étonnant… et les dernières petites revalorisations ne couvrant même pas l'inflation n'y changeront rien.
Dans les faits, les 5 points d'indice supplémentaires en janvier 2024 ne sont qu'une très faible revalorisation de moins de 20 € nets par mois… très loin de répondre à l'urgence salariale de 5 millions de fonctionnaires !
Mais c'est sans attendre un hypothétique nouveau ministre chargé de la Fonction Publique que le Président Emmanuel Macron a donné ses lignes directrices pour la rémunération des fonctionnaires : ce sera le « mérite » et rien d'autre.

À la DGFIP, c'est l'heure des comptes. Depuis l'automne dernier des négociations indemnitaires se sont engagées. Les propositions, du DG par intérim, apportées le 29 janvier, sont très insuffisantes. Elles traduisent le mépris et la non considération des agents. **Notre détermination à obtenir une reconnaissance indemnitaire à la hauteur de notre conscience professionnelle et de notre technicité est intacte. Cela fait plus de 10 ans que notre régime d'indemnitaire n'a pas été revalorisé. Cela ne peut plus durer !**

L'année 2024 doit être l'heure des comptes pour chacune et chacun d'entre nous qui fait vivre la DGFIP malgré des réformes structurelles incessantes, des suppressions massives d'emplois et des conditions de travail toujours plus dégradées.

Loin de répondre aux attentes de l'ensemble des personnels, l'attribution de la prime GMBI en 2023 dans l'urgence et sans tenir compte de toutes les réalités que traversent les services de la DGFIP pour solder un contentieux… dont l'administration était la seule comptable, ne peut que renforcer le malaise et la défiance des personnels !